

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 32 (1995)
Heft: 1203

Artikel: Quand les esprits ont peine à suivre la réalité
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1015410>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Quand les esprits ont peine à suivre la réalité

La politique étrangère reste un domaine qui ne suscite guère l'intérêt de la population helvétique. Trop compliqué, trop éloigné, le monde des relations internationales apparaît comme le champ clos de luttes d'influence sans merci où la force le dispute à la rouerie. Comment, dans ces conditions, ne pas ressentir un sentiment d'impuissance et ne pas envisager pour son pays une politique marquée par la plus extrême réserve?

REPÈRES

Un sondage réalisé le 13.9.93 (Konso, Bâle) sur le thème *L'avenir de la Suisse passe par la CEE* montre que les Suisses n'arrivent guère à faire des distinctions entre les différentes institutions européennes.

L'Hebdo pour sa part, dans un Cahier spécial, paru le 17.12.94, fait allusion à une incompréhension certaine de nos compatriotes à propos des institutions européennes.

(jd) Ce qu'on ne connaît pas ou mal suscite la méfiance et la méfiance engendre une attitude de repli plutôt qu'une volonté d'engagement. La Suisse a d'ailleurs adopté très tôt un profil bas sur la scène internationale, justifié par son statut de neutralité. Les conflits sanglants qui ont vu s'affronter ses grands voisins, puis la guerre froide semblent avoir confirmé la justesse du principe selon lequel la modestie convient aux petits. Cette modestie a confiné l'engagement international de la Suisse aux domaines techniques – notre pays est membre à part entière de nombreuses organisations spécialisées des Nations Unies – et a stimulé le développement de nos relations économiques extérieures, celles dont on peut tirer un bilan en espèces sonnantes et trébuchantes.

Cette double composante de notre politique extérieure – extrême retenue politique et universalisme en matière économique – reflète une adaptation fonctionnelle de la Suisse à son environnement et jouit d'un fort soutien au sein d'une large majorité de la population. A un point tel que ces deux volets sont souvent perçus comme partie intégrante de notre identité nationale, rabâchés qu'ils ont été durant des décennies dans le discours officiel.

L'offensive de charme des diplomates

L'environnement international a changé. Nos voisins non seulement ne s'entre-déchirent plus mais participent activement à la construction politique et économique du continent et la bipolarisation a fait place à un monde multipolaire. Face à ces changements d'importance, la Suisse a peine à trouver ses marques. Tel un lourd paquebot, l'opinion helvétique se meut avec lenteur et n'obéit pas instantanément aux ordres de l'équipage: les votations sur l'adhésion à l'ONU et à l'Espace économique européen, comme sur les casques bleus, en témoignent.

Ce changement de cap, jugé nécessaire par les autorités et les élites politiques et économiques, mais considéré encore avec méfiance par une partie de l'opinion, le département fédéral des affaires étrangères (DFAE) veut le faciliter, par une politique active d'information. Depuis l'automne dernier, il offre aux écoles et aux organisations de toutes sortes

des conférenciers – 55 diplomates se sont annoncés spontanément pour cette tâche – pour expliquer les grands dossiers de la politique internationale – relations avec l'Europe, droits de l'homme, conflits yougoslave et proche-oriental, monde islamique. L'an passé, ces nouveaux communicateurs ont déjà présenté vingt-cinq exposés et la demande pour l'année en cours dépasse déjà cinquante prestations.

On ne peut bien sûr que saluer l'initiative du DFAE, qui montre à quel point les diplomates fédéraux ont appris des cinglants échecs devant le peuple de projets prônant l'ouverture de la Suisse. Si l'initiative est positive, elle ne suffira de loin pas à faire virer le paquebot. Le médiocre niveau des connaissances de l'actualité internationale que révèlent les enquêtes dans les écoles secondaires indique l'effort à faire pour accrocher les enseignements d'histoire et de géographie aux réalités contemporaines.

Les vertus du parler vrai

Mais c'est avant tout la politique du Conseil fédéral, maître d'œuvre en matière étrangère, qui a besoin d'un profil plus marqué, d'une traduction claire et permanente à l'intention de l'opinion. Le gouvernement ne peut rien seul, il est dépendant de l'engagement des partis gouvernementaux et des parlementaires qui, sans relâche, ont à montrer en quoi les événements internationaux nous sont proches et touchent politiquement et économiquement notre quotidien, à expliquer quelle pourrait et devrait être la place de la Suisse dans le concert des nations. Pour cela, le discours de politique étrangère ne doit plus masquer les conflits d'intérêt et les tensions qui résultent de tout engagement international; il doit abandonner le ton du consensus mou et doucereux qu'il a trop souvent emprunté pour parler des relations extérieures de la Suisse. Oui, il y a rarement compatibilité entre intérêts économiques et droits de l'homme, entre idéaux démocratiques et fédéralistes lorsque nous commerçons avec des pays où les libertés sont bâillonnées et les minorités opprimées. Il n'y a pas d'un côté la politique malsaine qui divise et qu'il faut soigneusement éviter et de l'autre le commerce qui unit et enrichit. ■